



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

Bureau des enquêtes publiques et
installations classées

851/vh/jw

Arrêté du 8 septembre 2025 portant mise en demeure à la société LOCACIL d'assurer la mise en sécurité de ses installations situées à Feldkirch (68540)

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment, ses articles L. 171-8 I, R. 512-39-1 et R. 512-75-1,

VU l'arrêté du 4 février 2025 portant mise en demeure à la société LOCACIL de régulariser la situation administrative de ses installations situées à Feldkirch,

VU la notification de cessation d'activité de la société LOCACIL communiquée le 1^{er} août 2025 par son représentant,

VU le jugement de la chambre commerciale du tribunal judiciaire de Colmar du 24 juin 2025 ordonnant l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de la société LOCACIL avec cessation immédiate et désignant la SELARL MJ EST, en la personne de Me LEVY, en qualité de liquidateur,

VU l'inspection du 22 juillet 2025, de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées,

VU le rapport de l'inspection de la DREAL, chargée de l'inspection des installations classées, relatif à la visite susvisée, précisant les suites proposées et délais associés, suite à l'inspection susvisée, transmis à l'exploitant par l'inspection,

VU le rapport de l'inspection de la DREAL du 10 juin 2024 relatif aux contrôles du 30 mai et du 10 juin 2024,

Considérant qu'une procédure de liquidation judiciaire, ouverte à l'égard de la société LOCACIL avec cessation d'activité immédiate, a été ordonnée par décision de la chambre commerciale du tribunal judiciaire de Colmar du 24 juin 2025 susvisée,

Considérant que la cessation d'activité a été notifiée par le liquidateur le 1^{er} août 2025,

Considérant que l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement prévoit que la mise en sécurité des installations, telle que définie à l'article R. 512-75-1, est assurée dès l'arrêt définitif des installations,

Considérant que l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement précise que la mise en sécurité comporte notamment la gestion des déchets présents pour les installations autres que les installations de stockage de déchets,

Considérant que la société LOCACIL a exploité une installation de stockage de déchets en situation irrégulière ; qu'elle a été mise en demeure de régulariser la situation de son installation par arrêté du 4 février 2025 en déposant une demande d'autorisation ou en procédant à la cessation d'activité de l'installation de stockage de déchets ; qu'aucune demande d'autorisation n'a été présentée ; que la cessation d'activité a été ordonnée par la chambre commerciale du tribunal judiciaire de Colmar,

Considérant qu'il a été constaté la présence de stocks de déchets importants dans le périmètre de l'installation LOCACIL et notamment, d'un tas d'environ 20 000 à 25 000 tonnes de PVC souples et d'élastomères à proximité de l'entrée, d'un tas d'environ 5 000 tonnes de polyéthylène basse densité au nord de l'installation de tri ; que ces déchets ne sont pas stockés en situation régulière et que les conditions de stockage ne respectent pas les prescriptions générales applicables au stockage de déchets ; que dans ces conditions, il y a lieu d'évacuer ces déchets dans le cadre de la mise en sécurité,

Considérant qu'il a également été constaté la présence de déchets de broyats de câbles électriques diffus sur la majeure partie du périmètre des installations, de déchets de métaux mélangés à des broyats de câbles électriques dans une alvéole située au nord de l'ancien bâtiment, de divers tas de moindre importance de déchets de broyats de câbles électriques,

Considérant que la notification de cessation d'activité ne comporte pas de mesures relatives à la gestion de ces déchets,

Considérant que ces déchets, eu égard aux constats, relatifs à leur dispersion dans l'environnement, réalisés au cours des contrôles des 30 mai et 10 juin 2024, constituent un risque pour les intérêts protégés mentionnés à l'article L. 511-1 du code précité, notamment par dispersion dans l'environnement,

Considérant que, dans ces conditions, les installations ne sont pas placées dans un état tel qu'elles ne puissent plus porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,

Considérant qu'il a été constaté la présence d'une station service associée à une cuve de gasoil à proximité de la limite nord-ouest du périmètre ; que le liquidateur a mis en demeure le propriétaire d'assurer la mise en sécurité de cet équipement ; que celui-ci a indiqué que cette opération ne relevait pas de sa responsabilité ; que compte tenu de ces éléments, plus aucune démarche n'est engagée pour la mise en sécurité de cet équipement ; qu'au sens du Code de l'environnement, il incombe à l'exploitant d'assurer la mise en sécurité des installations,

Considérant que Me LEVY a été désignée en qualité de liquidateur par décision susvisée de la chambre commerciale du tribunal judiciaire de Colmar,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code précité : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* »,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société LOCACIL, dont les installations sont situées 122 route de Mulhouse à Feldkirch (68540), représentée par Maître Julie LEVY, 8 rue de la gare 68000 COLMAR, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions citées aux articles suivants, dans les délais indiqués.

Article 2 : dans un délai de quarante cinq jours, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement. Il prévoit :

« [...]

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° [...] pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

[...]

V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

[...] ».

Article 3 : dans un délai de quinze jours, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement. Celui-ci prévoit :

« [...]

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux [...];

[...] »

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

[...] ».

Article 4 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 : la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur de la DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD